

La lettre de Vladimir Poutine aux américains

Traduction reçue d'un internaute le 13 septembre 2013 | Suivie de l'original en anglais

Il écrit une tribune dans la page "Opinions" du NYT où il se présente simplement comme "Vladimir Poutine, président de la Russie".

C'est une manière (presque) inédite de s'adresser aux citoyens d'un pays en enjambant les canaux officiels: une démarche qui rappelle la lettre de Benoît XVI en décembre 2012, également dans les pages "opinions", celles du Financial Times ([benoit-et-moi.fr/2012\(III\)/articles/le-spread-de-benoit-xvi.php](http://benoit-et-moi.fr/2012(III)/articles/le-spread-de-benoit-xvi.php)). Et bien entendu, c'est une formidable opération pour conforter le prestige du journal - qui en a peut-être besoin! Jusqu'à présent (mais cela a pu m'échapper) la presse française a été d'une discrétion de violette sur cette lettre, avec de maigres allusions à l'initiative du pape, et à la responsabilité des rebelles dans l'utilisation des armes chimiques. Mais après avoir lu cette lettre, on comprend pourquoi. Sans doute dit-elle des vérités qui dérangent, et qui mettent à mal la propagande dont nos médias nous abreuvent. Et on peut se poser la question: qui sont les va-t-en-guerre? Qui sont les menteurs? Qui sont les "méchants"? Chacun pourra mesurer l'abîme qui sépare le Président de la Russie... et le président français. Je traduis donc [l'article original](#), qui m'a été signalé par AC

11/9/2013 ----- Les récents événements entourant la Syrie m'ont poussé à m'adresser directement au peuple américain et à ses dirigeants politiques. Il est important de le faire en ces temps de communication insuffisante entre nos sociétés. Les relations entre nous sont passées par différentes étapes. Nous étions les uns contre les autres pendant la guerre froide. Mais nous avons aussi été des alliés, à une époque, et nous avons vaincu les nazis ensemble. L'organisation internationale universelle - l'Organisation des Nations Unies - a ensuite été mise en place pour empêcher qu'une telle dévastation ne se reproduise jamais. Les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies ont compris que les décisions concernant la guerre et la paix ne devaient se produire que par consensus, et, avec le consentement de l'Amérique, le veto par les membres permanents du Conseil de sécurité a été inscrit dans la Charte des Nations Unies. La profonde sagesse de ce point a étayé la stabilité des relations internationales pendant des décennies. Personne ne veut que l'Organisation des Nations Unies subisse le sort de la Société des Nations, qui s'est effondrée parce qu'il lui manquait un véritable levier. Cela serait possible si les pays influents contournent les Nations Unies et entreprennent une action militaire sans l'autorisation du Conseil de sécurité. L'attaque potentielle des États-Unis contre la Syrie, malgré la forte opposition de nombreux pays et des principaux responsables politiques et religieux, y compris le pape, se traduira par davantage de victimes innocentes et une escalade, la propagation potentielle du conflit au-delà des frontières de la Syrie. Une attaque augmenterait la violence et déclencherait une nouvelle vague de terrorisme. Elle pourrait saper les efforts multilatéraux visant à résoudre le problème nucléaire iranien et le conflit israélo-palestinien et déstabiliser davantage le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Elle pourrait détruire l'équilibre de l'ensemble du système du droit et de l'ordre international. La Syrie n'est pas témoin d'une lutte pour la démocratie, mais d'un conflit armé entre le gouvernement et l'opposition, dans un pays multi religieux. Il y a peu de champions de la démocratie en Syrie. Mais il y a plus qu'assez de combattants d'Al Quaida et d'extrémistes de tous bords qui luttent contre le gouvernement. Le Département d'État des États-Unis a désigné d'emblée le Front Al Nusra et l'État islamique d'Irak et le Levant, combattant avec l'opposition, comme des organisations terroristes. Ce conflit interne, alimenté par les armes étrangères fournies à l'opposition, est l'un des plus sanglants dans le monde. Des mercenaires des pays arabes combattent là-bas, et des centaines de militants en provenance des pays occidentaux et même de Russie, sont l'objet de notre profonde inquiétude. Ne pourraient-ils pas retourner dans nos pays avec l'expérience acquise en Syrie? Après tout, après les combats en Libye, les extrémistes sont passés au Mali. Ceci nous menace tous. Dès le début, la Russie a prôné un dialogue pacifique permettant aux Syriens d'élaborer un plan de compromis pour leur propre avenir. Nous ne protégeons pas le gouvernement syrien, mais le droit international. Nous devons utiliser le Conseil de sécurité des Nations Unies et croyons que la préservation de l'ordre public dans le monde complexe et turbulent d'aujourd'hui est l'une des rares façons d'empêcher les relations internationales de sombrer dans le chaos. La loi est toujours la loi, et nous devons la suivre que nous le voulions ou non. Selon le droit international actuel, la force n'est autorisée qu'en cas de légitime défense ou par la décision du Conseil de sécurité. Tout le reste est inacceptable en vertu de la Charte des Nations Unies et constituerait un acte d'agression. Personne ne doute que le gaz toxique a été utilisé en Syrie. Mais il y a

tout lieu de croire qu'il n'a pas été utilisé par l'armée syrienne, mais par les forces de l'opposition, afin de provoquer l'intervention de leurs puissants protecteurs étrangers, qui seraient du côté des fondamentalistes. Les rapports selon lesquels les militants (rebelles) prépareraient une nouvelle attaque - cette fois contre Israël - ne peuvent pas être ignorés.

Il est alarmant de constater que l'intervention militaire dans les conflits internes dans les pays étrangers est devenue monnaie courante aux États-Unis. Est-ce dans l'intérêt à long terme de l'Amérique? J'en doute. Des millions de personnes dans le monde voient de plus en plus l'Amérique non pas comme un modèle de démocratie, mais comme s'appuyant uniquement sur la force brute, bricolant des coalitions réunies sous le slogan «vous êtes avec nous ou contre nous». Mais la force s'est révélée inefficace et inutile. L'Afghanistan est sous le choc, et personne ne peut dire ce qui se passera après que les forces internationales se seront retirées. La Libye est divisée en tribus et en clans. En Irak, la guerre civile se poursuit, avec des dizaines de morts chaque jour. Aux États-Unis, beaucoup de gens établissent une analogie entre l'Irak et la Syrie, et se demandent pourquoi leur gouvernement veut répéter les erreurs récentes. Peu importe comment les frappes cibleront, ou les armes sophistiquées employées, les victimes civiles sont inévitables, y compris les personnes âgées et les enfants, que les frappes sont censées protéger. Le monde réagit en demandant: si on ne peut pas compter sur le droit international, alors il faut trouver d'autres façons d'assurer sa sécurité. Ainsi, un nombre croissant de pays cherchent à acquérir des armes de destruction massive. Ce qui est logique: si vous avez la bombe, personne ne va vous toucher. Nous sommes partis de la nécessité de renforcer la non-prolifération, alors qu'en réalité cela s'érode. Nous devons cesser d'utiliser le langage de la force et reprendre le chemin du règlement diplomatique et politique civilisé. Une nouvelle possibilité d'éviter une action militaire a émergé dans les derniers jours. Les États-Unis, la Russie et tous les membres de la communauté internationale doivent tirer parti de la volonté du gouvernement syrien de mettre son arsenal chimique sous contrôle international pour destruction ultérieure. A en juger par les déclarations du président Obama, les États-Unis voient cela comme une alternative à l'action militaire. Je me réjouis de l'intérêt du président à poursuivre le dialogue avec la Russie sur la Syrie. Nous devons travailler ensemble pour maintenir cet espoir vivant, comme convenu au Groupe des 8 réuni à Lough Erne en Irlande du Nord en Juin, et réorienter le débat vers les négociations. Si nous pouvons éviter la force contre la Syrie, cela permettra d'améliorer l'atmosphère dans les affaires internationales et de renforcer la confiance mutuelle. Ce sera notre réussite commune et ouvrira la porte à la coopération sur d'autres questions cruciales. Ma relation professionnelle et personnelle avec le président Obama est marquée par la confiance croissante. J'apprécie cela. J'ai étudié attentivement son discours à la nation mardi. Et je serais plutôt en désaccord avec ce qu'il a dit sur l'exceptionnalisme américain, affirmant que la politique des États-Unis est «ce qui rend l'Amérique différente. C'est ce qui nous rend exceptionnels». Il est extrêmement dangereux d'encourager les gens à se considérer comme exceptionnels, quelle que soit la motivation. Il y a de grands pays et les petits pays, des riches et des pauvres, ceux qui ont de longues traditions démocratiques et ceux qui cherchent encore leur chemin vers la démocratie. Leurs politiques diffèrent, aussi. Nous sommes tous différents, mais quand nous demandons la bénédiction du Seigneur, nous ne devons pas oublier que Dieu nous a créés égaux.

Vladimir V. Poutine est le président de la Russie.

A Plea for Caution From Russia

What Putin Has to Say to Americans About Syria

By VLADIMIR V. PUTIN

Published: September 11, 2013

MOSCOW — RECENT events surrounding Syria have prompted me to speak directly to the American people and their political leaders. It is important to do so at a time of insufficient communication between our societies.

Relations between us have passed through different stages. We stood against each other during the cold war. But we were also allies once, and defeated the Nazis together. The universal international organization — the United Nations — was then established to prevent such devastation from ever happening again.

The United Nations' founders understood that decisions affecting war and peace should happen only by consensus, and with America's consent the veto by Security Council permanent members was enshrined in the United Nations Charter. The profound wisdom of this has underpinned the stability of international relations for decades.

No one wants the United Nations to suffer the fate of the League of Nations, which collapsed because it lacked real leverage. This is possible if influential countries bypass the United Nations and take military action without Security Council authorization.

The potential strike by the United States against Syria, despite strong opposition from many countries and major political and religious leaders, including the pope, will result in more innocent victims and escalation, potentially spreading the conflict far beyond Syria's borders. A strike would increase violence and unleash a new wave of terrorism. It could undermine multilateral efforts to resolve the Iranian nuclear problem and the Israeli-Palestinian conflict and further destabilize the Middle East and North Africa. It could throw the entire system of international law and order out of balance.

Syria is not witnessing a battle for democracy, but an armed conflict between government and opposition in a multireligious country. There are few champions of democracy in [Syria](#). But there are more than enough Qaeda fighters and extremists of all stripes battling the government. The United States State Department has designated Al Nusra Front and the Islamic State of Iraq and the Levant, fighting with the opposition, as terrorist organizations. This internal conflict, fueled by foreign weapons supplied to the opposition, is one of the bloodiest in the world.

Mercenaries from Arab countries fighting there, and hundreds of militants from Western countries and even Russia, are an issue of our deep concern. Might they not return to our countries with experience acquired in Syria? After all, after fighting in Libya, extremists moved on to Mali. This threatens us all.

From the outset, [Russia](#) has advocated peaceful dialogue enabling Syrians to develop a compromise plan for their own future. We are not protecting the Syrian government, but international law. We need to use the United Nations Security Council and believe that preserving law and order in today's complex and turbulent world is one of the few ways to keep international relations from sliding into chaos. The law is still the law, and we must follow it whether we like it or not. Under current international law, force is permitted only in self-defense or by the decision of the Security Council. Anything else is unacceptable under the United Nations Charter and would constitute an act of aggression.

No one doubts that poison gas was used in Syria. But there is every reason to believe it was used not by the Syrian Army, but by opposition forces, to provoke intervention by their powerful foreign patrons, who would be siding with the fundamentalists. Reports that militants are preparing another attack — this time against Israel — cannot be ignored.

It is alarming that military intervention in internal conflicts in foreign countries has become commonplace for the United States. Is it in America's long-term interest? I doubt it. Millions around the world increasingly see America not as a model of democracy but as relying solely on brute force, cobbling coalitions together under the slogan "you're either with us or against us."

But force has proved ineffective and pointless. Afghanistan is reeling, and no one can say what will happen after international forces withdraw. Libya is divided into tribes and clans. In Iraq the civil war continues, with dozens killed each day. In the United States, many draw an analogy between Iraq and Syria, and ask why their government would want to repeat recent mistakes.

No matter how targeted the strikes or how sophisticated the weapons, civilian casualties are inevitable, including the elderly and children, whom the strikes are meant to protect.

The world reacts by asking: if you cannot count on international law, then you must find other ways to ensure your security. Thus a growing number of countries seek to acquire weapons of mass destruction. This is logical: if you have the bomb, no one will touch you. We are left with talk of the need to strengthen nonproliferation, when in reality this is being eroded.

We must stop using the language of force and return to the path of civilized diplomatic and political settlement.

A new opportunity to avoid military action has emerged in the past few days. The United States, Russia and all members of the international community must take advantage of the Syrian government's willingness to place its chemical arsenal under international control for subsequent destruction. Judging by the statements of [President Obama](#), the United States sees this as an alternative to military action.

I welcome the president's interest in continuing the dialogue with Russia on Syria. We must work together to keep this hope alive, as we agreed to at the Group of 8 meeting in Lough Erne in Northern Ireland in June, and steer the discussion back toward negotiations.

If we can avoid force against Syria, this will improve the atmosphere in international affairs and strengthen mutual trust. It will be our shared success and open the door to cooperation on other critical issues.

My working and personal relationship with President Obama is marked by growing trust. I appreciate this. I carefully studied his address to the nation on Tuesday. And I would rather disagree with a case he made on American exceptionalism, stating that the United States' policy is "what makes America different. It's what makes us exceptional." It is extremely dangerous to encourage people to see themselves as exceptional, whatever the motivation. There are big countries and small countries, rich and poor, those with long democratic traditions and those still finding their way to democracy. Their policies differ, too. We are all different, but when we ask for the Lord's blessings, we must not forget that God created us equal.

Vladimir V. Putin is the president of Russia.

A version of this op-ed appears in print on September 12, 2013, on page A31 of the New York edition with the headline: A Plea for Caution From Russia.